



## Table des matières

<b>1</b>	<b>La synthèse de la guerre froide</b>	<b>2</b>
1.1	Le début de la guerre froide (1945-1953) . . . . .	2
1.2	Coexistence pacifique et détente du conflit dans les années 1960-1970 . . . . .	3
<b>2</b>	<b>Synthèse de l'évolution de l'Union soviétique</b>	<b>4</b>
2.1	Du sortir de la guerre à la mort de Staline (1945-1953) . . . . .	4
2.2	Début et fin de l'ère Khrouchtchev . . . . .	5
2.3	De Brejnev à Gorbatchev, et la fin de l'URSS . . . . .	7



## I La synthèse de la guerre froide

### I.1 Le début de la guerre froide (1945-1953)

Les États-Unis et l'URSS sont face à face à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Le terme de « guerre froide » fait son apparition aux États-Unis dès le début de 1947 sous la plume du financier Bernard Baruch (rédacteur de discours pour Truman), et désigne les rapports conflictuels sans affrontement direct et généralisé entre l'Est et l'Ouest, à savoir l'URSS et les États-Unis. Le premier désaccord survient sur la question de l'Allemagne, Staline voulant en faire un État désarmé et désindustrialisé. De plus, les Soviétiques ont maintenu leur présence dans le pays qu'ils ont libéré en Europe de l'Est. La Roumanie, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, et la Pologne, pays libérés par l'Armée rouge, font partie du « glacis communiste ». Staline favorise alors l'implantation de gouvernements communistes dans ces pays en 1947, devenant ainsi des « pays satellites de l'URSS ».

En mars 1947, le président américain Truman réagit par la politique de l'endiguement (containment) afin d'empêcher la poussée communiste en Europe et en Asie. Pour lui, les États-Unis doivent « aider les peuples libres à forger leur destin de leurs propres mains ». Le plan Marshall joue un grand rôle par une aide économique à tous les pays le demandant (plan naturellement refusé par l'URSS). Craignant également une poussée communiste en Europe, Truman propose en juin 1947 un Programme de rétablissement européen, comportant des livraisons de biens américains, en contrepartie de la définition d'un plan de redressement par les Européens (notamment le rétablissement de la stabilité monétaire). Cette aide économique représente plus de 10 milliards de dollars par 16 pays qui vont constituer l'OECE (futur OCDE).

En octobre 1947, le Kominform, organe chargé de la coordination des partis communistes au niveau international et du maintien de l'influence soviétique, est créé. Andreï Jdanov formule la doctrine officielle du Kremlin (doctrine Jdanov) : le monde est divisé en deux camps irréconciliables, et l'URSS est le chef de file du camp de la « Démocratie » et de la « Paix ». Partout où ils le peuvent, les partis communistes devront prendre le pouvoir. Cette politique ne rencontre que peu de succès en France et en Italie. Néanmoins, le coup de Prague de février 1948 qui a placé des communistes minoritaires au pouvoir en Tchécoslovaquie conduit les Occidentaux à accélérer la constitution d'un État allemand économiquement et politiquement fort, susceptible de faire barrage au communisme (cf. Les trois crises de la guerre froide). En 1949, les communistes dirigés par Mao prennent le pouvoir à Pékin. En réaction, le Traité de l'Atlantique Nord est signé le 4 avril 1949 à Washington par douze pays qui constituent l'Alliance atlantique. Le traité est essentiellement défensif afin d'assurer la sécurité des États signataires, et fait référence à la charte de l'ONU. En temps de paix, l'objectif est de permettre une assistance mutuelle et une coopération économique et d'assurer des actions concertées entre États membres de l'Alliance en temps de guerre.

La guerre de Corée est un événement majeur de la guerre froide. Après l'évacuation par les Japonais, la Corée est coupée en deux, de part et d'autre du 38<sup>e</sup> parallèle : au Sud, la dictature de Syngman Rhee (soutenue par les Américains) et au Nord, la République de Corée dirigée par le général Kim Il Sung, appuyé par l'URSS et les démocraties populaires. Les troupes



nord-coréennes envahissent le Sud le 25 juin 1950. Truman envoie des troupes pour soutenir le Sud et fait bombarder le Nord. La guerre dure trois ans. Ce n'est qu'après la mort de Staline le 5 mars 1953 que les négociations aboutissent à l'armistice de Pan Mun Jon en juillet 1953. La guerre de Corée marque un tournant de la politique occidentale, le conflit ayant été coûteux en vie humaines. Il provoque une psychose anticommuniste aux États-Unis, et sous l'influence du sénateur Joseph MacCarthy, la « chasse aux sorcières » bat son plein (accusations contre des Américains prétendument communistes). L'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-est (OTASE) rassemble l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis, le Pakistan, les Philippines, la Thaïlande, le Royaume-Uni, la France est signé en 1954, et le pacte de Bagdad rassemblant le Royaume-Uni, la Turquie, l'Iran, le Pakistan et l'Irak achève l'encerclement par le Sud du bloc socialiste.

## 1.2 Coexistence pacifique et détente du conflit dans les années 1960-1970

Khroutchev adopte une ligne plus souple et développe la théorie de la coexistence pacifique. Ce changement de cap vient principalement de l'équilibre de la terreur (prise de conscience des conséquences possibles d'une guerre nucléaire entre les deux Grands), le relatif sentiment de sécurité que confère aux Soviétiques la possession de l'arme nucléaire (bombe A en 1949, bombe H en 1953), nécessité d'une longue période de paix dont Khroutchev entend tirer parti pour tenter de rattraper et dépasser la puissance industrielle américaine. En 1955, Soviétiques, Américains, Français et Britanniques participent au sommet de Genève, organisant la discussion des « Big Four » sur la paix et la sécurité internationale. Ainsi, la répression de l'insurrection hongroise en 1956 n'entraîne pas l'intervention des Occidentaux, et les États-Unis dissuadent la poursuite de l'intervention franco-britannique au moment de la crise de Suez la même année.

Les deux puissances continuent de se livrer à une course aux armements – doublée d'une course à l'espace. La RFA intègre l'OTAN en 1955 et la même année, la mise en place du pacte de Varsovie permet une alliance militaire entre l'URSS et sept démocraties populaires. Le début des années 1960 est marqué par deux crises : la construction du mur de Berlin en 1961 et la crise de Cuba en 1962 (cf. Les crises de la guerre froide). Après la crise de Cuba, des garde-fous sont mis en place afin de prévenir un affrontement direct : téléphone rouge, série de traités pour éviter la prolifération d'armes atomiques et marquent la volonté de dialogue entre les deux puissances.

Sous l'impulsion des nouvelles équipes dirigeantes, les relations entre les deux Grands s'améliorent. Une détente s'instaure dans les principes et dans les faits. Du côté soviétique, Brejnev cherche avant tout à consolider les positions de l'URSS dans le monde. Il cherche avant tout à faire reconnaître l'URSS comme une superpuissance mondiale, et utilise la force de l'Occident pour combler son retard technologique ou encore bénéficier de prêts ou d'importations utiles. Brejnev rencontre Nixon et son conseiller Kissinger en 1968. Les Soviétiques acceptent une certaine retenue dans leur politique extérieure. D'autre part, Kissinger fonde davantage le containment sur la négociation, de façon à multiplier les accords avec l'URSS et la rendre solidaire des intérêts du camp occidental. En Allemagne, le chancelier Willy Brandt



entame une politique d'ouverture à l'Est (Ostpolitik) qui aboutit à la conclusion de plusieurs accords : signature de reconnaissance mutuelle entre la RFA et la RDA le 21 décembre 1972, normalisant les relations entre les deux États allemands, admis ensemble à l'ONU en septembre 1973. L'apogée de la détente a lieu au milieu des années 1970 : une série de traités sur la maîtrise des armements sont signés, notamment le traité SALT I en 1972. En juin 1973, Brejnev se rend aux États-Unis et signe avec le président Nixon un traité de prévention nucléaire.

La fin des années 1970 marque un refroidissement dans les relations internationales. On assiste à une poussée communiste en Asie à l'issue de la guerre du Vietnam (le Vietnam, le Laos, et le Cambodge basculent dans le camp communiste.) et en Afrique. En 1979, les Soviétiques entrent en Afghanistan pour aider le pouvoir pro-soviétique menacé par la guérilla islamiste. Le président américain Jimmy Carter décrète des mesures de représailles contre l'URSS. Les négociations sur la limitation des armements sont enrayées, et l'accord SALT II, signé en 1979, n'entre pas en vigueur.

Le président américain Ronald Reagan, élu en 1980, relance la course aux armements. En 1983, il lance l'initiative de stratégie de défense (IDS), connue aussi sous le nom de « Star Wars ». Le dialogue reprend avec l'URSS, mais les discussions sont interrompues en raison de la crise des euromissiles. L'année 1985 marque un tournant avec l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev. Le nouveau dialogue permet la reprise des négociations, et la signature en 1987, à Washington, d'un premier traité sur le désarmement qui implique la destruction de missiles. En 1991, Gorbatchev signe avec G. Bush le premier traité START qui réduit pour la première fois les armes stratégiques des deux Grands. Enfin, de 1989 à 1991, la dissolution de l'URSS conduit à la fin de la guerre froide.

## 2 Synthèse de l'évolution de l'Union soviétique

### 2.1 Du sortir de la guerre à la mort de Staline (1945-1953)

L'URSS sort vainqueur du conflit en 1945 grâce aux immenses sacrifices consentis par ses concitoyens. Les Soviétiques ont connu d'énormes pertes humaines, ce qui se traduit par une augmentation importante du pourcentage de femmes célibataires. L'URSS a également supporté près de la moitié des destructions occasionnées par le conflit. L'Union est fortement affaiblie au sortir de la guerre, et refuse l'aide américaine.

L'URSS est une économie planifiée. L'économie est planifiée, avec une priorité à l'industrie lourde (88% des investissements industriels) et les transports ferroviaires. Les objectifs du IV<sup>e</sup> plan quinquennal (1946-1950) sont principalement d'améliorer le secteur agricole, accroître le progrès technique, reconstruire les régions dévastées par les Allemands. Ces objectifs sont difficiles à atteindre. Dans le secteur agricole, les progrès sont faibles et la promotion de l'agriculture collective n'a pas les effets escomptés. La reconstruction industrielle présente des points positifs avec l'avancée des grands travaux (e.g. le canal Lénine en 1953), mais il y a une très forte insuffisance en matière de biens de consommation. Le V<sup>e</sup> plan quinquennal (1951-1955) cherche à élever le taux de croissance et à intensifier la politique de grands travaux.



Mais, en réalité, ce plan néglige complètement l'amélioration des conditions de vie, brutalise les paysans et est peu réaliste dans ses objectifs. Khrouchtchev dira que ce plan est « le pire de tous et d'une conception lamentable ». À la mort de Staline, si l'URSS est redevenue une grande puissance industrielle, c'est au prix de grands déséquilibres : faible niveau de vie, sacrifice de l'agriculture, méthodes coercitives pour contraindre les citoyens aux politiques.

L'URSS est une dictature totalitaire. Après la guerre, le système répressif est rétabli, justifié par l'obligation de reconstruire dans un contexte de tension entre le monde communiste et le monde capitaliste. Toute minorité, peu importe sa nature, (ethnique, politique, intellectuelle, ...) est soupçonnée. Toute résistance (notamment les opposants à la soviétisation et à la collectivisation) est réprimée et plus d'un million de personnes sont déportées dans des camps. Les intellectuels sont mis au pas : Jdanov considère que les artistes doivent participer à la « grandiose édification socialiste ». Et des compositeurs comme Prokofiev ou Chostakovitch sont forcés de faire leur propre autocritique. Le biologiste charlatan Lyssenko parle d'un « grand plan de transformation de la nature » est reconnu par le Parti, et ses pseudo-vérités scientifiques (créer des hommes nouveaux conformes au modèle soviétique par la transmission héréditaires de caractères acquis) deviennent des vérités officielles.

L'URSS maintient son contrôle sur les démocraties populaires. Le modèle soviétique (collectivisation des terres, investissements dans l'industrie lourde) est appliqué pour favoriser la reconstruction. Le Kominform, créé en 1947, a pour but d'assurer le contrôle des partis communistes de chaque État. Néanmoins, cela n'empêchera la rupture entre l'URSS de Staline et la Yougoslavie de Tito, qui souhaite l'indépendance de son pays tout en restant une économie socialiste. Staline procède alors à l'épuration des appareils socialistes dans les démocraties populaires pour éviter un bis repetita de la Yougoslavie. En trois ans, près de 25% des effectifs communistes sont épurés.

## 2.2 Début et fin de l'ère Khrouchtchev

Après la mort de Staline le 5 mars 1943, Nikita Khrouchtchev prend sa succession. Il met fin à l'arbitraire stalinien et rétablit la « légalité socialiste » pour rassurer la société. On réduit le nombre de personnes incarcérées (peines inférieures à cinq ans, femmes avec des enfants, adolescents, personnes âgées, malades) et on rétablit les médecins accusés de complots (« complot des blouses blanches »). La police politique est retirée du ministère de l'Intérieur et transformée en KGB. Il y a également détente économique, sociale et politique : plus de flexibilité et de liberté dans le choix du travail et dans les horaires, prise en compte des besoins des consommateurs, fin de la guerre de Corée, rétablissement du lien avec la Yougoslavie. Néanmoins, Khrouchtchev ne parvient pas à faire accepter les principes de détente, car les staliens restent puissants en URSS, et les Chinois sont contre. Les relations sino-soviétiques se dégradent : les Chinois s'opposent à la coexistence pacifique et les Soviétiques critiquent la non-orthodoxie du modèle chinois. La rupture est actée en 1960 avec le rappel des experts soviétiques de Chine, puis est rendue publique en 1961. La Roumanie affirme également son indépendance en s'opposant aux projets de Khrouchtchev.

En février 1956, le XXe congrès du Parti communiste de l'Union soviétique marque une

rupture avec l'idéologie stalinienne. On établit l'entrée dans une phase de détente succédant à la guerre froide (idée d'une coexistence pacifique, caractère évitable des guerres entre États de systèmes de différents). Le sixième plan (1956-1960) vise à accroître la richesse sociale avant tout. Enfin, le stalinisme est désavoué : dénonciation du culte de la personnalité, procès de Staline pour ses crimes contre d'honnêtes communistes. Néanmoins, la dénonciation de Staline est limitée, car elle minerait le pouvoir du parti, et ses crimes sont en grande partie maintenus secrets. Lors du XXIIe congrès du PCUS d'octobre 1961, Khrouchtchev relance la déstalinisation cette fois en rendant public les méfaits de Staline. Les rues portant son nom sont débaptisées, les écrivains sont autorisés à dénoncer le culte de la personnalité et la répression.

La déstalinisation ne remet pas en cause les principes de la collectivisation et de la planification de l'économie. Le septième plan (1959-1965) vise la modernisation de l'économie, le développement de l'industrie chimique, la puissance énergétique et l'électrification des transports. La réforme de décentralisation, dès 1957, accompagnées de mesures de démocratisation ayant pour but de donner goût au travail aux ouvriers et aux paysans soviétiques. Les conditions de travail s'améliorent, mais la politique de Khrouchtchev se heurte à l'hostilité des technocrates face à la décentralisation. En pratique, les améliorations sont faibles dans le domaine agricole en raison du manque de ressources des agriculteurs, et l'URSS doit toujours importer du blé auprès de l'Occident (et notamment des États-Unis). Le 14 mai 1955, le pacte de Varsovie est signé entre l'URSS et sept démocraties populaires dont le but est la défense militaire des régimes communistes.

Khrouchtchev tient à ce que les citoyens participent davantage à la vie politique : décentralisation du système du pouvoir, réduction des privilèges du groupe des dirigeants (la nomenklatura). Pour Khrouchtchev, la décentralisation permet de tenir davantage compte des besoins réels des citoyens d'un cadre territorial donné et en prenant en considérant les aspirations de la population, Khrouchtchev espère l'intéresser au régime. L'enseignement est également réformé avec la gratuité de l'enseignement supérieur, la mise en place d'un système de bourses pour les moins fortunés, des cours du soir, des places réservées pour les candidats qui viennent de la production.

Néanmoins, le parti est hostile à ces réformes qui minent les privilèges, et lèse les intérêts des privilégiés. Mikhaïl Voslensky, dans son livre *La Nomenklatura*, définit la classe dominante comme : « la classe des administrateurs. Administrer et exercer le pouvoir sont les deux fonctions essentielles de la nomenklatura ». En octobre 1964, Khrouchtchev est contraint à la démission, le parti ne lui pardonnant pas les mesures de décentralisation, la défaite dans la crise de Cuba et la lutte contre les privilèges. Khrouchtchev est remplacé par une trio de dirigeants : Léonid Brejnev (Premier secrétaire du PCUS), Alexei Kossyguine et Nikolai Podgorny. En 1968, en Tchécoslovaquie, l'expérience du « socialisme à visage humain » (accordant plus de liberté d'expression) suscite la crainte d'un « Printemps de Prague » et provoque une intervention militaire par les troupes du pacte de Varsovie en août 1968. C'est le début de la doctrine Brejnev : les pays socialistes n'ont qu'une souveraineté limitée et doivent se soumettre à la tutelle soviétique.



### 2.3 De Brejnev à Gorbatchev, et la fin de l'URSS

Au moment de l'accession au pouvoir de Brejnev, le régime recommence le culte de la personnalité. Brejnev évince Kossyguine et Podgorny des poses de direction de sorte à devenir chef de l'État et chef du parti en 1977. Son autorité repose sur la confiance que ses collègues lui accordent. Sa politique intérieure demeure immobile : stabilité des cadres, maintien des pratiques de planifications économique, volonté de rapprocher les conditions de vie des ruraux de celles des citadins par le développement des « villes à la campagne ». Il y a encore une forte répression des syndicats libres de travailleurs, et des persécutions religieuses (des Juifs, en particulier). Sur le plan extérieur, il accélère le processus de coopération avec les États-Unis (rencontres avec les présidents américains, signature d'accords sur l'armement, etc). Il signe également l'acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe à Helsinki en 1975. L'URSS s'engage à faciliter la diffusion de l'information, favoriser l'exercice des libertés, les droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels. Mais, malgré les espoirs suscités par l'accord, les pratiques changent peu. Soljenitsyne est banni et empêché de recevoir son prix Nobel (suite à la publication de *L'Archipel du Goulag*, relatant son expérience dans les camps d'emprisonnement), le physicien Sakharov est exilé à Gorki en 1980, etc. Enfin, le bilan économique de l'économie soviétique est très décevant dans les années 1970 et 1980, avec une diminution de la croissance annuelle dans le secteur industriel.

Après la mort de Brejnev le 12 novembre 1982, ce n'est qu'à partir de mars 1985 que l'URSS trouve un successeur garant de la stabilité en la personne de Michael Gorbatchev. Ce dernier change complètement l'orientation de la politique de l'URSS, qui prend une double direction définie par la glasnost et la perestroïka. La glasnost est la politique de liberté d'expression et de transparence et a pour but d'accompagner la perestroïka. La perestroïka est un programme de restructuration permettant de réconcilier socialisme et démocratie, et de transformer toute la vie de l'URSS, dans toute la vie de l'URSS. La perestroïka change considérablement les conditions de vie en Union soviétique : libéralisation intellectuelle, libre expression des médias, reprise de la déstalinisation et réhabilitation des victimes de Staline. La politique étrangère est également très active : accord en 1988 entre la Chine et l'URSS sur le tracé de la frontière orientale, discussion sur le désarmement avec les États-Unis, départ d'Afghanistan, etc. Pour autant, il ne s'agit pas de revenir sur les fondamentaux du régime, c'est avant tout une tentative de rétablir l'image de l'URSS.

Au cours de l'année 1990, on assiste à une résurgence des sentiments nationalistes, et une multiplication des déclarations d'indépendance (Lituanie, Lettonie, Géorgie, Arménie, etc). Le processus de démocratisation est entré en contradiction avec la cohésion de l'Union soviétique, en autorisant la possibilité aux oppositions de s'exprimer. Dans la plupart des démocraties populaires, les opposants au régime communiste parviennent à prendre le pouvoir par des élections libres. Le président de la Russie, Boris Elstine va dans le sens de la fin de l'Union. En août 1991, un putsch conservateur échoue à l'encontre de Gorbatchev, notamment en raison de l'appel à la résistance d'Elstine, et d'un peuple qui descend dans la rue. Gorbatchev reprend ses fonctions, mais il ne peut que constater la fin de l'Union avec les adhésions des pays Baltes à l'ONU en septembre 1991. Il donne sa démission le 25 décembre 1991, actant ainsi la fin de l'URSS.

